



L'allègement de la pression fiscale sur les entreprises, principale proposition de l'UTICA pour le PLF 2019

L'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA) a annoncé, dans un communiqué publié mardi 28 août, le démarrage de la préparation de suggestions qui seront présentées au gouvernement en vue de l'élaboration du projet de loi de finances pour l'exercice 2019 (PLF 2019).

L'UTICA indique que plusieurs de ses membres, dont son président Samir Majoul, ont examiné avec le président du Conseil des analyses économiques (relevant de la présidence du gouvernement), Afif Chelbi, et des experts économiques, les grandes lignes des suggestions de l'UTICA...

Dans un communiqué publié, mardi, l'UTICA précise que la réunion a permis de passer en revue "les attentes du secteur privé notamment le dossier de l'allègement de la pression fiscale sur les entreprises, le renforcement de l'investissement et de l'exportation, outre la lutte contre l'économie parallèle, dans l'objectif de booster la croissance et créer des opportunités d'emplois.

"D'autres séances de travail sur le PLF 2019 seront programmées afin d'approfondir la réflexion au niveau des structures régionales et sectorielles de l'UTICA", ajoute la même source.

Les organisations professionnelles participent à l'élaboration du projet de loi de finances et présentent devant la commission financière relevant de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) leur lecture des recommandations gouvernementales concernant le projet de loi de finances.

Le chef du gouvernement, Youssef Chahed, s'est engagé, mercredi 13 juin 2018, à ne pas ajouter des taxes supplémentaires sur les entreprises dans le cadre de la loi de finances 2019. Au contraire, au cours des trois prochaines années, le gouvernement va s'orienter vers la réduction des impôts sur les entreprises productives, exploitantes et exportatrices dans les domaines de l'industrie, de la technologie et de la communication pour les encourager à investir et à créer des postes d'emploi.

Dans un communiqué publié le 15 décembre 2017, l'UTICA avait exprimé "sa grande déception vis-à-vis de la version finale de la loi de finances 2018 qui renforce davantage les pressions et les charges sur les entreprises économiques".

Source : WMC